

l'ordre social. Une révolution s'imposait, mais ne craignez rien, elle ne nous a pas coûté une goutte de sang, mais des flots d'encre et de paroles. Nous avons réclamé, pendant de longues années, des institutions en harmonie avec le régime constitutionnel qui existe en Angleterre et toutes les libertés nécessaires aux peuples modernes. Nous avons enfin obtenu que la valeur des terres fût estimée par des arbitres, qu'elle fût payée en argent aux seigneurs. Et nous n'avons pas cru payer trop cher, au prix de douze millions, la liberté du sol que nos ancêtres avaient autrefois acheté au prix de leur sang. Je pense que là encore nous sommes arrivés à une bonne et légitime solution. (*Applaudissements.*)

En parlant tout à l'heure du Canada, on a fait allusion à un événement qui a un douloureux retentissement dans l'histoire du dernier siècle : l'abandon de soixante mille Français sur la terre étrangère, dans un immense pays qui s'étend de l'Atlantique au Pacifique. Plusieurs écrivains et surtout M. Rameau, que je suis heureux de saluer dans cette assemblée, ont raconté les luttes terribles que nous avons dû soutenir pour sauver notre foi, pour maintenir notre indépendance. Vous qui êtes trente millions de Français habitant un beau pays où l'on jouit de tous les agréments de la vie, vous ne pouvez vous figurer la situation où se trouvaient nos ancêtres au Canada, condamnés à lutter contre les Anglais qui cherchaient à les faire disparaître comme nation catholique et, quand les Anglais les laissaient tranquilles, obligés de prendre le fusil pour repousser les attaques des sauvages. Les soixante mille Français ont toujours tenu à honneur de conserver l'amour de la France et la religion de leurs pères. Aujourd'hui, Messieurs, deux millions et demi de Canadiens parlent votre langue et portent dans leurs cœurs l'amour sacré de la vieille France. (*Applaudissements.*) En dehors de nos frontières, j'ai visité des villes des Etats-Unis où des Canadiens se sont groupés et où ils occupent